



Dr. Olivier Buirette

Petit panorama de l'état des relations internationales à l'automne 2017

L'occasion de publier un article dans le numéro 150 d'*Aujourd'hui la Turquie* me rappelle qu'il y a 11 ans de cela, en 2006, j'avais la chance d'entrer dans cette belle aventure de presse en tant que chroniqueur. J'ai donc pensé qu'il serait intéressant de broser un rapide panorama de l'état des relations internationales alors que se profile l'automne 2017. Pour ma part, je retiendrai ici cinq axes principaux qui, ces derniers mois, n'ont cessé de connaître des évolutions importantes et que je souhaite ici vous faire partager. En premier lieu, nous pouvons évoquer le monde russe et le pouvoir toujours grandissant de Vladimir Poutine qui, face à une transition difficile aux États-Unis entre Obama et Trump, n'a jamais cessé d'aller de l'avant malgré les élections présidentielles russes qui s'annoncent pour 2018 avec une opposition qui semble se reconstituer. Il n'en demeure pas moins que les avantages stratégiques acquis par le président russe sont là, en commençant par l'annexion - aux dépens de l'Ukraine - de la Crimée qui reste un acquis malgré les protestations internationales. On y ajoutera une incontestable emprise stratégique obtenue au Proche Orient avec le rôle décisif de Moscou dans le sauvetage du régime de Bachar al-Assad en Syrie et les bases permanentes que la Russie y possède désormais à Tartous, mais aussi ailleurs. Tout cela est présenté comme un succès dans la mesure où cette influence

russe dans la région n'existait pas auparavant. Enfin, la déstabilisation d'une Ukraine voisine et pro-occidentale se poursuit et la crainte que la Russie suscite désormais dans les ex-pays de l'Est - tels les trois États baltes et la Pologne - est un signe qui ne trompe pas quant à la confirmation, depuis ces dernières années et ces derniers mois, du retour à une certaine restauration de la puissance russe tant sur le plan diplomatique que militaire. Le rôle récent joué par Moscou au printemps et à l'été 2017, aux côtés de la Chine, dans le raidissement de la crise nord-coréenne le démontre encore une fois.

Face à cela, nous avons les changements très vifs en matière de politique étrangère menés aux États-Unis avec l'administration du républicain et populiste Donald Trump. Alors qu'il était présenté au début de son mandat comme « pro Poutine », instituant ainsi une rupture avec son prédécesseur, les problèmes liés à l'« affaire russe », soit une éventuelle infiltration de la campagne électorale américaine par Moscou et le scandale lié aux services de renseignements nord-américains, ont profondément troublé le jeu. À ceci s'ajoute le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris, mais aussi quelques promesses de campagnes plus ou moins tenues comme la construction d'un mur anti migrants entre le Mexique et les États-Unis, et ce décret qui a fini

par être en partie appliqué sur l'interdiction d'entrée sur le territoire nord-américain des ressortissants d'un certain nombre de pays musulmans. Sur la scène domestique, les tentatives d'abrogation de l'Obamacare (cette réforme de sécurité sociale emblématique) de la période du président Obama semblent échouer pour le moment, mais pour combien de temps ? Enfin sur le plan international, on reste encore dans la confusion notamment quant au conflit syrien notamment en raison de la polémique toujours vive autour des rapports avec la Russie. En revanche, quelques signaux clairs ont été donnés quant au fait que Washington fait finalement machine arrière sur le dossier du désengagement des États-Unis de l'OTAN en envoyant par exemple les renforts demandés par les Polonais et les Baltes aux frontières avec la Russie. Signal clair également vis-à-vis de l'Europe avec la participation du président Trump aux festivités du 14 Juillet à l'invitation du nouveau président français Emmanuel Macron. Message sans équivoque enfin en réponse à la crise nucléaire nord-coréenne en obtenant - et c'est une première - un vote unanime à l'ONU et donc faire accepter la Chine et la Russie de voter les sanctions contre le régime de Pyongyang.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourd'hui.laturque.com

Le réveil de l'extrême droite américaine ?

Sombre journée à Charlottesville, dans l'État de Virginie, le 12 août dernier. Des partisans de l'extrême droite américaine ne se sont pas contentés de se rassembler pour s'insurger contre le déboulonnement de la statue d'un héros sudiste et esclavagiste, ils ont défilé avec des drapeaux néo-



nazis, en scandant des slogans racistes, agissant violemment. L'un d'eux a foncé avec son véhicule sur des contre-manifestants, faisant une vingtaine de blessés et un mort.

Ce qui constituait une banale journée d'été raisonne désormais comme un épisode tragique et inquiétant. Cette journée et les suivantes rappellent la réalité des mouvances d'extrême droite. Les rassemblements qui ont suivi tant aux États-Unis qu'au Canada ont permis de mettre en lumière ces individus et actions collectives. Plus que de réveil des extrémistes, il s'agit davantage d'un gain de visibilité de ces derniers. « L'alt-right », mouvement d'unification des droites nationalistes et identitaires, est présent dans le paysage idéologique américain depuis longtemps, même si ces groupuscules ont acquis une visibilité et une légitimité grâce aux discours publics de ces derniers mois, la cristallisation des revendications identitaires et diverses stratégies dites de « dédiabolisation ». Cet acte terroriste s'inscrit dans une longue lignée d'autres similaires puisque d'après un rapport du Gouvernement Accountability Office en date d'avril 2017 et intitulé « Countering violent extremism : Actions needed to define strategy and assess progress of federal efforts », ces mouvances sont responsables de 73% des attaques terroristes perpétrées depuis le 11 septembre 2001. Ces individus sont donc friands de la violence comme mode d'action. Comme si ces déchirements internes ne suffisaient pas, la réaction du président Trump interpelle aussi. Par ses déclarations, il a pu donner l'impression à une partie des acteurs politiques civils de dénoncer les violences sans se prononcer clairement contre les agissements de l'extrême droite. Certains n'ont d'ailleurs pas hésité à établir un lien entre ses déclarations à l'égard des minorités pendant la campagne présidentielle et ces événements. Ceux-ci ont au moins permis de marginaliser l'extrême droite, largement condamnée de toutes parts en témoignent les déclarations des acteurs politiques ainsi que les rassemblements antiracistes. Mais la crainte d'une répétition des violences est toujours présente outre-Atlantique. Un climat délétaire est en train de s'installer et de nouvelles violences pourraient se produire. Comme dans d'autres pays, d'autres villes, d'autres sociétés. Comme à Birmingham, Jérusalem et Johannesburg. La parole se libère ; beaucoup se raccrochent et brandissent leurs identités réelles ou fantasmées, des déchirements intercommunautaires aboutissent fréquemment à des actes terroristes. Quel sera le point de non-retour ?

* Camille Saulas

* Kiyomet Altan

Emmanuel Macron aurait-il oublié les expatriés ?

Alors que Emmanuel Macron traverse une période de turbulences, il semble que celui-ci ait oublié de se préoccuper des Français de l'étranger qui ont pourtant soutenu en masse sa candidature. C'est du moins le sentiment de la plupart de ces 1,6 million d'expatriés qui estiment depuis plusieurs semaines que le gouvernement français manque de considération à leur égard.

Non seulement ils étaient 89,3 % à voter pour Emmanuel Macron au second tour, mais les expatriés ont aussi donné leurs voix à dix députés de *La République en marche* dans leurs onze circonscriptions, n'hésitant pas à braver le mauvais temps et les longues files d'attente dans certains de leurs pays d'adoption. En effet, les espoirs étaient grands en celui qui deviendrait le nouveau président français pour donner un nouveau souffle à leur pays natal qu'ils ont quitté souvent pour des raisons professionnelles, mais surtout en raison de la situation en France : chômage élevé, taux de croissance en berne, menaces terroristes et sentiment d'insécurité. Une situation domestique qui explique certes leur départ, mais surtout les espoirs qu'ils avaient en Emmanuel Macron. Un engouement qui s'est rapidement essouffé.

Le proverbe « loin des yeux, loin du cœur » semble encore une fois se vérifier. Après qu'aucun mot n'ait été adressé aux expatriés dans le discours du président de la République à Versailles, pas surprenant

qu'au sein du gouvernement il n'existe plus de secrétaire d'État dédié aux Français de l'étranger - fonction créée par Nicolas Sarkozy en 2011 et maintenue durant le quinquennat de son successeur François Hollande. Ainsi, si les expatriés français sont aujourd'hui représentés par le Ministère des Affaires étrangères et européennes, par l'Assemblée des Français de l'étranger et les Sénateurs pour les Français Etablis Hors de France, plus personne n'est en charge de s'occuper à temps complet des sujets qui intéressent ces derniers. À ceci s'ajoutent les coupes budgétaires pour les programmes « Français de l'étranger et affaires consulaires » - plus de 20 millions d'euros - et « Diplomatie culturelle et d'influence » - 60 millions d'euros - qui entraîneront des délais supplémentaires pour les nombreuses démarches administratives auxquels doivent se soumettre les Français vivant à l'étranger, mais aussi très certainement l'augmentation des frais de scolarité pour leurs enfants scolarisés dans des établissements où les cours sont dispensés en



langue française et qui subiront la diminution des subventions de l'État. En bref, beaucoup trop de signaux à l'intention des expatriés français qui viennent contredire l'orientation internationale qu'affiche le nouveau président. Un mauvais calcul de la part de l'Élysée dans la mesure où comme le souligne Hélène Conway-Mouret, l'ancienne ministre déléguée chargée des Français de l'étranger dans le gouvernement Jean-Marc Ayrault, « les Français de l'étranger, c'est la place de la France dans la mondialisation. Le chef de l'État est très actif sur la scène internationale et veut voir la France rayonner à l'étranger. Or, notre relance économique passe par l'international et il y a jusqu'ici un décalage entre les discours et la réalité des choix purement comptables effectués qui me gêne ». Un sentiment largement partagé par les représentants des Français de l'étranger qui estiment que le rayonnement de la France à l'étranger tant désiré par Emmanuel Macron pourrait bien en pâtir.